

L'émancipation meurtrière du Rwanda

Hantés par le souvenir des massacres, les petits mutilés de Kigali hurlent leur douleur

KIGALI

de notre envoyé spécial

Au fond de l'hôpital de campagne ouvert il y a deux semaines par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), deux tentes ont été dressées. Coincées entre un mur de brique et un talus pour se protéger des bombes, elles abritent une cinquantaine d'enfants qui chantent en accueillant les visiteurs. Le sourire des infirmières, le professionnalisme irréprochable des médecins, les regards rassurés des malades, et puis ces comptines qui s'élèvent parmi les chants d'oiseaux, tout rassure. Mais l'horreur n'a pas quitté la ville, ni les mémoires.

Cette petite fille qui chante n'a plus de bras gauche, amputé à hauteur de l'aisselle. Ce garçon claudiquant traîne un moignon de jambe qu'il n'a pas perdu dans un champ de mine. « Un jour, on nous a amené deux frères, se souvient René Caravelle, de Médecins sans frontières. Ils jouaient dans la rue quand les tueurs sont passés. Ils ont tranché les pieds de l'un et les mains de l'autre. » Il est si facile de mutiler un enfant : un seul coup de machette suffit pour l'estropier...

Deux brancards plus loin (tous les malades ici dorment sur des brancards), un jeune garçon, orphelin comme la plupart de ses compagnons, est couvert d'ecchymoses noirâtres. Il a été battu jusqu'au sang par les assassins de ses parents. Des secouristes de la Croix-Rouge rwandaise l'ont récupéré le lendemain avec sa petite sœur de sept ans : « Nous l'avons trouvée, inerte, couchée en travers d'un tronc d'arbre sur lequel on l'avait sauvagement violée. »

Et puis il y a la menace des bombes. Même si cela n'ajoute pas à l'angoisse des enfants, inconscients de ce danger, cela

inquiète les responsables de l'hôpital du CICR, situé en contrebas de la colline de Rugenge, siège de l'état-major des forces régulières et d'un camp d'où l'armée bombarde les positions du FPR, qui réplique aussitôt. L'hôpital, qui s'est ménagé des abris antiaériens, est dans une ligne de mire, et les tirs d'obus ne sont pas toujours précis.

Des enfants chantent dans la cour des convalescents, mais d'autres hurlent en salle d'opération. Huit viennent d'arriver aux urgences, touchés par le même

obus (dont quatre sérieusement). Le visage ensanglanté d'un nouveau-né émerge d'un carton où, faute de berceau, les infirmières l'ont déposé. Une fillette blessée aux jambes crie sans discontinuer sur la table d'opération. Est-ce de douleur ou de terreur ?

Combien de victimes de bombardements ? De machettes ? Impossible à dire, répond Correa Baas, infirmière hollandaise. Cela dépend des jours. « Quand les combats baissent d'intensité, les blessés, qui peuvent enfin quitter les quartiers, arrivent plus nombreux. » Ici, les patients savent

qu'ils ne risquent rien, que les tueurs ne vont pas pénétrer dans l'hôpital comme ils ont souvent investi églises et écoles pour y massacrer les réfugiés. Mais personne, même guéri, n'ose en sortir. Surtout depuis qu'un jeune homme, enfin rétabli, a voulu rentrer chez lui. Il a été tué au premier barrage de miliciens, à 50 mètres de l'hôpital.

Jusqu'à présent, le centre ne manque de rien, mais l'approvisionnement se fait au coup par coup, suivant les possibilités. Parfois, les combats rendent l'aéroport de Kigali impraticable ;

parfois des miliciens, trop nerveux, bloquent les convois routiers qui montent de Bujumbura. Depuis que Philippe Gaillard, le chef de la délégation du CICR, est allé parlementer avec le président des milices le ramassage des blessés à travers la ville est à nouveau possible, sans que les miliciens les extirpent des voitures pour les achever sur le bord de la route, sous le faux prétexte d'avoir débusqué un ennemi infiltré.

JEAN HÉLÈNE

Lire la suite page 5

émancipation meurtrière du Rwanda

première page

ric d'eau courante, dont est maintenant totale- se depuis une semaine, problème majeur. Le aller s'approvisionner, habitants, aux sources exposées et passe à remplir et livrer des fournit aussi en eau et nents le centre hospitali (CHK), qui héberge ants civils et un « très » de militaires.

avons en moyenne ons par semaine », dit y, administrateur médi- il y a quinze jours, nous 60 blessés d'un coup, 60 autres étaient dirigés », après un bombarde- gisse de la Sainte-Fa- abrite près de 8 000 ans le centre-ville (sous gouvernemental). « Ce a eu 13 morts et 115 tesse le Père Wenceslas ». « Six obus sont tom- mission, l'un après l'au- quand même pas un insurge-t-il. Je vous en sur qu'il ne faut pas viser

Tous redoutent de voir, d'un moment à l'autre, les miliciens faire irruption dans leurs chambres. Et même la visite du chef d'état-major des Forces armées rwandaises (FAR) qui accompagnait, jeudi 12 mai, le Haut Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, José Ayala-Lasso, n'a pas calmé leur angoisse. Le diplomate onusien est venu dire aux « otages de la violence » que le « monde se préoccupait de leur sort ». Il a déclaré, à l'issue de sa visite que les rebelles du FPR et les autorités rwandaises lui avaient promis de permettre l'évacuation de tous les déplacés des zones de combats.

Le chef des FAR, le major général Augustin Bizimungu, s'irrite quand on lui fait remarquer que l'armée est incapable de contrôler les milices, qui ont notamment empêché la MINUAR d'évacuer une soixantaine de réfugiés des Mille-Collines, il y a quinze jours : « Il faut bien comprendre que nous avons dû faire un choix : le Front patriotique rwandais nous a attaqués le 7 avril au moment où la population commençait à s'entre-tuer, après l'assassinat du président. Il nous a fallu concentrer nos efforts pour contenir l'offensive du FPR, plutôt que de dégarner les lignes de front à Kigali et dans le nord et envoyer nos soldats rétablir le calme et empêcher les massacres. »

Aujourd'hui, le FPR gagne du terrain en province et s'approche, par l'est, de Gitarama, siège du gouvernement intérimaire, une ville jusqu'à présent épargnée par les massacres. Mais la menace d'une irruption des troupes rebelles dans cette préfecture fait monter la tension et pourrait déclencher les tueries qui n'ont pas encore eu lieu.

JEAN HÉLÈNE

Plus de deux cent mille morts en six semaines

pur de Kigali où il a six jours, le Haut com- les Nations unies pour s de l'homme, José sso, a affirmé que le de personnes tuées 7 avril - généralement eux cent mille - serait eucop plus élevé. Il a dredi 13 mai, la com- internationale à exercer pressions possi- les balligérants pour ent fin à la guerre et res. La session spé- la Commission des

droits de l'Homme de l'ONU, demandée par le Canada, a été fixée aux 24 et 25 mai, nous signale Isabelle Vichniac, notre correspondante à Genève. D'autre part, après avoir reçu le secrétaire général de l'ONU, le président François Mitterrand, a réaffirmé mercredi la disponibilité de la France qui se tient « prête à répondre à toute demande du Conseil de sécurité pour contri- buer aux efforts entrepris afin de contenir les affrontements terri- blement meurtriers qui se dérou- lent au Rwanda ».